

Une vaste enquête sur les conseils d'établissement des écoles

Plus de 1500 membres du personnel siégeant aux conseils d'établissement des écoles et autant de parents seront invités, au cours des prochaines semaines, à compléter un questionnaire portant sur leur expérience. Cette recherche est de première importance car elle vise à décrire l'expérience des conseils d'établissement et des membres y participant, à comprendre leur expérience et à dégager différents ajustements possibles.

Il s'agit d'une première, puisque cette recherche est une initiative conjointe de la CSQ et de la Fédération des comités de parents, avec l'appui du MEQ. La direction en est assurée par Marc-André Deniger, professeur à l'Université Laval.

Comme il n'existe aucune banque de données concernant les membres des conseils d'établissement, l'échantillonnage se fera d'abord au niveau des écoles. Ainsi, 762 écoles primaires et 467 écoles secondaires francophones seront sélectionnées au hasard. Un processus similaire sera suivi pour les écoles anglophones. La présidence du conseil d'établissement choisi recevra ensuite les questionnaires destinés aux membres du personnel et aux parents avec les directives à suivre. Dans chaque école sélectionnée, la présidence sera invitée à choisir au hasard un membre du personnel et un membre parent à qui les questionnaires respectifs seront distribués.

Les projets de questionnaire ont déjà été soumis aux prétests d'usage afin d'en vérifier la validité et d'identifier les difficultés. Les corrections nécessaires ont ainsi pu être apportées. Les quelque cinquante personnes ayant participé à cette étape préalable se sont dites enchantées par une telle recherche et ont constaté qu'il fallait, en moyenne, environ une heure pour répondre au questionnaire.

Les résultats préliminaires devraient être disponibles en juin et le rapport de l'enquête devrait paraître à l'automne. Il est possible qu'une telle recherche soit également entreprise sur les conseils d'établissement des centres; c'est à suivre.

Jocelyn Berthelot
Conseiller CSQ



Monique Richard en compagnie de l'exécutif du Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais, Sonia Proulx, Gilles Monderie, Vallier Pelletier et Françoise Bolduc.

Photo/Luc Allaire

Le Conseil exécutif en tournée au Québec

Le Conseil exécutif de la CSQ a réalisé, au cours des derniers mois, une tournée des 256 syndicats affiliés à la Centrale, de la Côte-Nord à l'Outaouais en passant par l'Abitibi et la Beauce.

C'est dans le cadre de cette tournée que la présidente de la Centrale, Monique Richard, s'est rendue à Hull le 24 janvier pour rencontrer les délégués du Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais. « Ces tournées sont importantes, leur a dit Monique Richard, car cela me permet de garder le contact avec les membres de la Centrale et que cela permet également aux membres de parler directement à leurs représentants syndicaux. »

La réforme de l'éducation a constitué le principal sujet de discussion de cette rencontre. « Cette réforme interpelle tout le monde dans le milieu scolaire », a-t-elle déclaré. Elle a ensuite rappelé les efforts déployés par le ministre de l'Éducation, François Legault, pour faire de l'éducation une priorité. « Il a réuni, en septembre dernier, tous les acteurs de l'éducation pour lancer une campagne de revalorisation de l'éducation. Or, quelques mois plus tard, son gouvernement annonce des compressions de l'ordre de 400 millions de dollars en éducation. » Par la suite, ce fut la valse-hésitation entre MM. Bouchard, Landry et Legault.

Que vaut la parole de ce gouvernement? Que vaut sa signature? « Cela fait plus de dix ans que nous subissons des compressions budgétaires. On réussissait, pour la première fois, en septembre 2000, à se sortir la tête de l'eau. Il n'est pas question qu'il y ait des nouvelles compressions. Cela n'a aucun sens », a plaidé Monique Richard devant les 50 personnes déléguées qui l'approuvaient sans réserve.

D'autant plus que dans cette région, comme dans plusieurs autres d'ailleurs, les écoles ont besoin de rénovations importantes, ont souligné les représentants du personnel de soutien. « Cela fait dix ans qu'on laisse les écoles se détériorer, parce qu'il n'y a pas de budget pour ça, a lancé un concierge. La qualité de l'air est déficiente dans plusieurs établissements. Le personnel se plaint, les élèves et les parents se plaignent, mais rien n'est fait. »

« Dans mon école primaire, il y avait deux concierges, a renchéri un autre participant. Il en reste un à demi-temps. Pas surprenant qu'il y ait autant de poussière et que les gens tombent malade à cause de la mauvaise qualité de l'air. »

Cette rencontre a permis d'aborder d'autres questions comme l'équité salariale et les recommandations de la commission Clair sur la santé et les services sociaux. Mais surtout, « cela nous a permis de nous rendre compte que nous étions compris et bien défendus par la présidente de notre Centrale », a conclu une déléguée.

Luc Allaire
allaire.luc@csq.qc.net



Le personnel de MusiquePlus et de Musimax choisit la CSQ

Après plusieurs mois d'attente, le Conseil canadien en relations industrielles (CCRI) a accredité, le 8 février, auprès de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), les 120 travailleuses et travailleurs de MusiquePlus et Musimax.

Les techniciennes, techniciens, *caméramans*, coordonnateurs, traductrices, traducteurs, perchistes et autres font désormais partie de la grande famille CSQ.

Ils rejoignent les techniciens et les réalisateurs de Télé-Québec, membres de la CSQ depuis plusieurs années.

L'affiliation des employées et employés de MusiquePlus, à ce moment-ci, est une étape importante pour la CSQ dans son désir de regrouper des travailleuses et travailleurs de différents secteurs d'activité de la vie québécoise.

Isabelle Gareau

Un autre groupe d'infirmières joint les rangs de la CSQ

Cent vingt-neuf infirmières de Héma-Québec, division de Montréal, viennent d'obtenir leur accréditation leur permettant de devenir membres de la Centrale des syndicats du Québec. Elles étaient auparavant représentées par la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ).

La présidente de la CSQ, Monique Richard, s'est dite enchantée de l'arrivée de ce nouveau groupe d'infirmières qui, incidemment, rejoint près de 4000 infirmières et infirmiers déjà membres de l'Union québécoise des infirmières et infirmiers (UQII) affiliée à la Centrale.

L'éducation est-elle vraiment une priorité pour M. Landry?

Malgré les propos de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, du ministre de l'Éducation, François Legault et du nouveau premier ministre Bernard Landry au cours de la tourmente entraînée par François Legault, la Centrale des syndicats du Québec s'interroge toujours sur la place qu'aura l'éducation dans un gouvernement Landry.

« Nous percevons avec encore un peu de crainte les propos qui se veulent pourtant rassurants de MM. Bouchard et Legault lorsqu'il est question d'aménagements budgétaires possibles. Et lorsque M. Landry pèse manifestement ses mots chaque fois qu'il affirme que les engagements du gouvernement seront respectés, nous ne sommes pas vraiment soulagés par ses déclarations. Il demeure que les chiffres ne sont pas accessibles, que tout le processus des crédits reste mystérieux et secret. Y a-t-il des réaménagements qui reprendraient d'une main ce qui aura été donné de l'autre? Comment le premier ministre Landry entend-il indiquer dans le prochain budget la place prioritaire de l'éducation pour son gouvernement? Nous sollicitons toujours des éclaircissements à cet égard », a déclaré la présidente de la CSQ, Monique Richard.

Par ailleurs, la Centrale a salué le travail du ministre Legault qui semble avoir réussi à sauvegarder les engagements du Sommet du Québec et de la jeunesse et les engagements électoraux quant aux coûts de système.

Louise Rochefort

Service des communications, CSQ

Le site de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) se refait une beauté!



fpss.csq.qc.net



Une mobilisation qui donne des résultats

À la suite de la manifestation du 8 décembre dernier, les représentantes syndicales de la CSQ ont obtenu une rencontre avec la ministre déléguée à la Famille, Nicole Léger. Celle-ci s'est montrée disposée à regarder les revendications des intervenantes en milieu familial, concernant leurs conditions de travail et leurs conditions salariales parmi les plus basses au Québec.

Un dossier à suivre.